Le financement du commerce à Singapour

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une cargaison de fioul chargée dans un terminal de Jurong Island, un lot de charbon thermique indonésien vendu à une centrale électrique du sud de la Chine, une expédition d'huile de palme à destination de l'Inde : chacune de ces opérations porte sur des dizaines de millions de dollars. Très peu d'entre elles sont payées sur les ressources propres du négociant. Entre l'achat des marchandises et l'encaissement du prix de vente s'écoulent des semaines ou des mois pendant lesquels quelqu'un doit en supporter le coût. À Singapour, ce quelqu'un est généralement une banque. Le financement du commerce est donc la charnière entre les deux moitiés de la place financière décrites dans cet ouvrage : la place de négoce de matières premières de la partie G et le système bancaire et réglementaire des parties D et E.

Ce chapitre examine les banques, les instruments et les structures qui financent les flux de matières premières transitant par Singapour. Il commence par le financement transactionnel du commerce : les crédits documentaires, les encaissements documentaires, les trust receipts et les garanties qui servent les marchands depuis les agency houses (maisons de commerce et de commission) du XIXe siècle. Il se tourne ensuite vers les structures plus larges utilisées par les maisons de négoce : facilités de type borrowing base (crédit adossé à une base

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

d'actifs), financement de stocks et opérations de pension (repo), préfinancements et crédits renouvelables syndiqués. La troisième section décrit les banques locales et étrangères qui fournissent ces financements. La quatrième suit la numérisation des documents commerciaux, de la modification de l'Electronic Transactions Act (loi sur les transactions électroniques) en 2021 au Trade Finance Registry (registre du financement du commerce) de l'association bancaire. La dernière section analyse le retrait des prêteurs après les fraudes de 2020 ainsi que la réponse de la profession et des autorités. Les fraudes elles-mêmes font l'objet du chapitre suivant.

Le volume genevois consacre le premier chapitre de sa partie H au même sujet, sous l'angle du financement, de la sécurisation et du contrôle des risques du négoce.[1] Les deux villes partagent les instruments, une grande partie de la jurisprudence et de nombreuses banques. Elles diffèrent par la géographie des flux qu'elles financent, par le poids de leurs banques nationales et par la rapidité avec laquelle l'État est intervenu pour moderniser l'infrastructure juridique et technique. Ces différences sont rassemblées à la fin du chapitre.

L'essentiel

Le financement du commerce à Singapour repose sur un crédit autoliquidatif : la banque avance le prix d'achat de marchandises identifiées et est remboursée sur le produit de leur vente. Les instruments traditionnels sont les crédits documentaires, les encaissements documentaires, les trust receipts, les garanties et le financement de créances, régis par le contrat et par les règles de la CCI et interprétés par les tribunaux singapouriens dans le cadre de la common law. Les grandes maisons de négoce recourent aussi à des facilités de type borrowing base, au financement de stocks et aux opérations de pension, aux préfinancements et aux crédits renouvelables syndiqués. Les trois banques locales, DBS, OCBC et UOB, se partagent le marché avec des banques européennes, japonaises, chinoises et du Moyen-Orient. Singapour a adopté en 2021 la loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques. Deux ans plus tard, l'association bancaire a lancé un Trade Finance Registry contre le double financement. Après les fraudes de

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2020, plusieurs banques européennes se sont retirées du financement des matières premières en Asie, tandis que les prêteurs restants adoptaient un Code of Best Practices (code de bonnes pratiques) élaboré par 28 banques.

Notes

1. Ressos, *Genève, place financière internationale*, partie H, chapitre I, « Le financement du négoce : instruments, banques, risques » (fichier content H.md, lu en novembre 2026). ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com